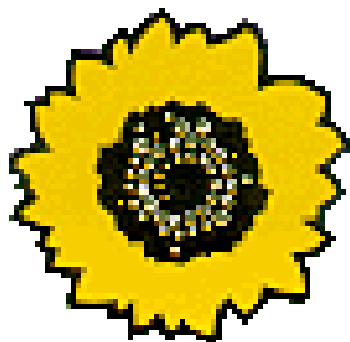


<http://lipietz.net/Motion-Desir-de-Vert>

Assemblée générale 2002

Motion Désir de Vert

- Vie publique - Alain Lipietz et les Verts -



Date de mise en ligne : vendredi 4 octobre 2002

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Motion présentée pour l'AG 2002.

- ▶ Pour signer la motion, voir [conditions](#).
- ▶ Cette motion est téléchargeable en [un fichier](#) (4,4 Mo).

(note : Pour visualiser ce texte vous devez [télécharger](#), gratuitement, [Acrobat reader](#)).



Motion

Planète menacée, société déchirée, fracture Nord-Sud, guerres... Notre monde a un besoin vital d'écologie, de solidarité : jamais le désir de Vert n'a été si profond. L'échec est d'autant plus dur. Comment assumer nos responsabilités face aux urgences et répondre enfin à l'espoir qu'adhérents et sympathisants mettent dans notre mouvement ?

Rédigée par un collectif de Verts, anciens et nouveaux, issus de tous courants et hors courant, cette motion veut nous rendre transparence, cohésion et capacité d'action. Elle appelle à un optimisme exigeant : si nos difficultés viennent d'abord de nos insuffisances, nous pouvons y remédier. Ayons la lucidité de les désigner, le courage de les rectifier. Recherchons l'unité sans éviter le débat.

Retrouvons nos valeurs fondamentales : au cœur de nos propositions, le souci du développement soutenable ; au cœur de notre fonctionnement, l'éthique, la démocratie participative, le respect mutuel. Ce que nous voulons pour le monde, faisons-le dans notre parti.

I. Comprendre ce qui s'est passé

Notre participation au gouvernement nous a donné une crédibilité, des compétences, a permis des avancées. Mais les premiers acquis (LOADDT, parité, PACS, CMU, etc.) furent suivis de trop de renoncements : aucune fiscalité écologique, loi sur l'eau inaboutie, politique énergétique inchangée, etc. Au lieu du partage du travail et des richesses, la loi sur les 35 heures a mécontenté celles et ceux qui l'ont payée d'un surcroît de flexibilité et d'une perte de revenus, et en a exclu la moitié des salarié-e-s. La loi tiers secteur n'a pas vu le jour. L'engagement pour l'Europe et contre la mondialisation libérale s'est dilué. Entraînée dans cette dérive (privatisations, PARE, choix fiscaux), la gauche s'est coupée de sa base : salarié-e-s pauvres, chômeurs, sans papiers ; elle s'est embourbée dans un discours sécuritaire. Résultat : un abstentionnisme massif et un deuxième tour Le Pen / Chirac.

Contrairement aux Grünen, nous n'avons pu infléchir suffisamment les choix du gouvernement. La faute n'en revient pas seulement à nos partenaires. Nos erreurs ont été sanctionnées. Jusqu'en 2000, l'image des Verts s'est améliorée, l'impact électoral renforcé avec les municipales et les cantonales en 2001. Que s'est-il passé ensuite pour que cette image se brouille ?

A. Un fonctionnement chaotique

Il eût fallu :

- ▶ plus d'éthique pour résister aux tentations individualistes et aux sirènes des médias : nos chamailleries publiques nous ont discrédités ;
- ▶ plus de démocratie participative, pour que nos éluEs partagent l'expérience de terrain de nos militantEs, les travaux de nos commissions : la dérive technocratique aurait été enrayée ;
- ▶ plus d'ouverture vers les acteurs sociaux et plus de décentralisation pour donner vie dans les régions aux États Généraux de l'Écologie Politique.

Faute de vigilance, les dérives se sont accumulées : décisions de l'AG, des primaires ou du CNIR bafouées, CE doublé par un cabinet de l'ombre, crise de notre fédéralisme. Notre démocratie a été mise en berne au nom d'une efficacité... qui n'a pas été au rendez-vous : législatives sans campagne télévisée, échec électoral, liquéfaction de la direction.

B. Des erreurs politiques graves

Nous n'avons pas su :

- ▶ ouvrir une crise gouvernementale quand, à l'automne 2000, après d'autres renoncements, celui sur l'éco-fiscalité a bafoué les termes de l'accord Verts-PS de 1997 ;
- ▶ profiter de la diffusion des idées écologistes, ni montrer leur urgence pour les plus précaires et pour l'équilibre Nord-Sud. Notre stratégie a ciblé l'électorat du PS : ceux qui aspirent à une réelle solidarité nous ont peu soutenus.
- ▶ nous battre à fond pour la proportionnelle et contre l'inversion du calendrier électoral, dérive présidentiale qui a conforté le bipartisme.

Malgré la visibilité de la campagne présidentielle, l'échec cinglant de juin était scellé.

II. Résister aujourd'hui pour reconquérir demain

Nous voici face à une droite offensive, au service des lobbies et du Medef, acharnée à détruire l'écologie : ode au nucléaire, abandon de l'environnement, aggravation de la précarité, démantèlement des 35 heures et de la retraite par répartition, retour à la famille traditionnelle au détriment des femmes, répression, stigmatisation de la jeunesse, abandon des emplois jeunes, privatisation des services publics, choix fiscaux et budgétaires... tout aggrave la crise sociale et environnementale.

Les Français-e-s vont redécouvrir que gauche et droite, ce n'est pas la même chose, mais aussi que les Verts portent avec d'autres l'alternative du XXI^e siècle : le développement soutenable au service des plus démunis et des générations futures dans une Europe des régions solidaires, ouverte au Sud.

En résistance, les Verts seront au cœur des mobilisations ; ils y défendront les solutions écologistes. Ces solutions, nous ne renonçons pas à les mettre en œuvre dans les institutions. Le gouvernement et l'Assemblée Nationale ne sont pas notre seul horizon : nous avons des milliers d'élu-e-s locaux, régionaux, européens, qui engagent leurs exécutifs dans la transformation de la vie des citoyens.

Cette action dans les institutions sera d'autant plus efficace qu'elle relaie une demande sociale, à qui elle ouvre un espoir. C'est dans les luttes de terrain qu'est née l'écologie politique, qu'elle approfondit ses exigences, peaufine ses

solutions. Nouvelles normes sociales et choix environnementaux pertinents mûrissent aussi bien dans les associations, syndicats, mouvements culturels et alternatifs qu'au Parlement. Avec eux, dès aujourd'hui, défendons notre environnement, développons l'économie solidaire et la citoyenneté !

III. Des alliances, pour changer le monde

Pour résister et pour peser dans les institutions se pose la question des partenaires. Nous n'aurons pas la mémoire courte : l'alliance avec une gauche sourde aux urgences écologiques et sociales mène à la défaite. Nous ne réoccuperons notre place dans les institutions que si une écologie forte et populaire y est possible. Avec le PS, ce ne sera faisable que dans un rapport de forces l'obligeant à prendre en compte nos propositions.

Il faut pour cela :

- ▶ renforcer les Verts, notamment en lançant des campagnes d'adhésions et en approfondissant le débat avec tous les écologistes (suite des EGEP) ;
- ▶ multiplier nos rapports avec les forces politiques, partis, associations et mouvements qui, à un titre ou un autre, cherchent une alternative au productivisme, au libéralisme, à l'autoritarisme, au racisme, au machisme et à l'homophobie ;
- ▶ engager une dynamique permettant un enrichissement mutuel, dans le respect des différences, et offrir une perspective politique crédible aux abstentionnistes, aux électeurs protestataires et aux déçus de la gauche : c'est ce que nous nommons la " convergence solidaire ".

Les élections de 2004 nous donneront l'occasion de mesurer le poids des idées écologistes et d'orienter les décisions à prendre pour 2007. Dès octobre 2003, les Verts choisiront leur tactique et leurs candidatEs aux élections de 2004, en privilégiant l'hypothèse de listes vertes pouvant s'ouvrir à des partenaires de la "convergence solidaire".

Pour chaque élection, les points d'accord permettant une gestion commune doivent être actés dans un contrat, qui engage les élus et sert de base à leur action politique. Il ne saurait y avoir de désistement automatique. La mise en œuvre de l'autonomie contractuelle se fonde sur l'analyse des équilibres de la planète et des besoins de ses habitant-e-s et non dans le tête-à-tête avec les partis.

IV. La démocratie participative, ça commence chez nous !

La société attend une rénovation de la vie politique. Réfléchir à notre fonctionnement n'est pas un repli sur soi, mais une réponse au besoin de politique autrement. Ethique, transparence, démocratie participative en sont la base.

Quel parti voulons-nous ? Un parti convivial et attractif, où les militants, en particulier les femmes, aient toute leur place, ce qui implique accueil et formation, partage des responsabilités et non-cumul des mandats. Un parti capable rapidement de fonctionner avec le double d'adhérents. Un parti enfin unifié qui donne une vraie priorité aux actions, présent tant dans les communes rurales que dans les quartiers.

- ▶ L'ensemble du mouvement s'appropriera l'audit participatif. Le CE conduira ce processus, assisté d'un comité de pilotage et en liaison avec les régions. Dès maintenant, attachons-nous à revaloriser le rôle des régions et le fédéralisme, les relations entre le CNIR et les Commissions, la coordination entre élus et mouvement, la communication interne et externe, la mutualisation des expériences.

- ▶ Parallèlement, nous réexaminerons nos orientations politiques, notamment les choix et le programme pour les élections de 2004, y compris la question d'un parti Vert européen.
- ▶ Ces deux processus se concluront à l'automne 2003 lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire pour mettre au point orientations politiques, mode de fonctionnement et adaptations des statuts.

Au CNIR et au CE, le renouvellement est nécessaire. Au CE, dans une équipe aux exigences éthiques fortes, chacun-e s'engagera à travailler dans le respect et l'unité. Le rôle du/de la secrétaire national-e sera de veiller à ce que toutes et tous, au delà des sensibilités, retrouvent goût à l'action commune.

"[Désir de Vert](#)" propose une charte d'animation du parti s'accordant sur les 4 axes suivants : stratégie d'autonomie pour 2004, présence active dans les mouvements sociaux, éthique dans le fonctionnement, AG extraordinaire en 2003.

Ces propositions permettent une majorité large. Nous en sommes certains. Nous y sommes prêts, décidés à rompre avec des pratiques qui ont discrédité les Verts. Chaque courant dit vouloir la paix. Les adhérents, et au-delà ceux qui nous soutiennent, veulent un parti vert uni et fort. Le désir de changement est profond.

Retrouvons l'éthique de nos engagements pour répondre au désir de vert ! Inventons ensemble un monde écologique et solidaire !